

# Aperçu du ratio d'endettement à la consommation des familles au Québec

par Marc-André Gauthier<sup>1</sup>

Le crédit est couramment mobilisé pour diverses fins, que ce soit dans une perspective d'investissement ou d'acquisition d'actifs tels que les biens immobiliers, ou comme mode de plus en plus généralisé de transaction pour l'achat de biens et services (cartes de crédit). Dans ce cadre, l'endettement ne représente pas forcément un phénomène négatif. La réalité multidimensionnelle de l'endettement impose ainsi une analyse plus précise de la nature du crédit. C'est dans cette perspective que la présente étude propose d'exclure l'endettement hypothécaire afin de s'intéresser exclusivement au ratio des dettes de consommation sur le revenu disponible (RDRCR) chez les familles détenant ce type de dettes.

## Le ratio d'endettement à la consommation représente un indicateur des obligations financières de court et moyen terme

Selon les Comptes du bilan national produits par Statistique Canada, le taux d'endettement par rapport au revenu disponible des ménages canadiens a connu un accroissement fort important depuis le tournant des années 2000 (d'environ 110 % à plus de 160 %)<sup>2</sup>, une évolution qui ne cesse d'alimenter les préoccupations sur la santé financière des ménages. Or, plusieurs mises en garde peuvent être soulevées par rapport à l'interprétation de cet indicateur qui est largement utilisé pour évaluer la vulnérabilité financière des ménages<sup>3</sup>. Notamment, en appliquant cette méthode, on obtient une forte croissance de l'endettement qui s'explique en bonne partie par la hausse de la valeur des prêts hypothécaires découlant de l'effervescence qu'a connue le marché immobilier au cours des dernières années. À cet effet, l'*Enquête sur la sécurité financière* (ESF) évalue que la valeur médiane des emprunts hypothécaires au Québec est passée, en dollars constants, d'environ 67 000 \$ en 1999 à près de 108 000 \$ en 2012, soit un accroissement de plus de 50 % (données non illustrées).

Cette analyse sommaire reprend le principe du ratio d'endettement au revenu disponible, mais en éliminant du calcul la valeur des emprunts hypothécaires pour ne considérer que les dettes liées à la consommation (cartes et marges de crédit, crédit à tempérament, prêts automobiles et prêts étudiants). En retirant la composante immobilière du calcul pour l'année 2012, on constate une forte diminution du ratio lorsque celui-ci est mesuré par l'ESF (de 162 %<sup>4</sup> à 45 %<sup>5</sup>). Cette méthode permet, selon nous, de donner un meilleur aperçu des obligations financières auxquelles doivent répondre les familles à court et moyen terme, soit des obligations dont la période d'amortissement se situe en général beaucoup plus près des flux de revenus annuels comparativement à celle des prêts hypothécaires. À l'instar du ratio des dettes au revenu disponible, notons que le RDRCR ne permet pas de déterminer un seuil de solvabilité, c'est-à-dire un niveau à partir duquel l'endettement représente un fardeau insupportable pour les ménages. Le but poursuivi ici est d'apporter un éclairage supplémentaire sur l'usage du crédit ou, plus précisément, sur l'évolution de la relation entre les revenus et l'endettement en fonction des caractéristiques des familles.

## Les familles déclarant moins de 25 000 \$ de revenus disponibles affichent le plus fort ratio d'endettement à la consommation

Selon les données de l'ESF, les dettes de consommation des familles québécoises représentent près de la moitié (45 %) de leurs revenus disponibles en 2012 (tableau 1). Il s'agit d'une augmentation importante par rapport à 1999 alors que le ratio s'établissait à 28 %, soit à un niveau inférieur à celui affiché dans le reste du Canada (35 %). Or, en s'accroissant à 45 %, le taux d'endettement à la consommation a atteint un niveau statistiquement comparable à celui du reste du Canada en 2012 (51 %).

Les ratios d'endettement à la consommation diffèrent selon les caractéristiques socioéconomiques des familles. On observe peu de variations entre les différents groupes d'âge, ceux-ci oscillant près de la moyenne de l'ensemble des familles. Par contre, d'importantes disparités sont notées lorsque l'on prend en considération le revenu après impôt des ménages. En effet, les familles ayant moins de 25 000 \$ de revenus détiennent un ratio d'endettement à la consommation d'environ 90 % en 2012, ce qui s'avère

1. L'auteur tient à remercier Sylvie Rheault pour ses commentaires sur la version préliminaire du texte, ainsi que le CIQSS de l'Université Laval pour l'accès aux données de Statistique Canada.
2. Statistique Canada, *Comptes du bilan national*, CANSIM, tableau 378-0123.
3. À ce sujet, voir Gauthier (2015).
4. Chez les familles ayant des dettes.
5. Chez les familles ayant des dettes de consommation.



particulièrement élevé par rapport aux autres groupes. D'ailleurs, une situation analogue est constatée dans le reste du Canada; le ratio se situant cette fois aux alentours de 120 %.

Si aucune variation notable n'est à signaler en ce qui concerne l'endettement selon le niveau de scolarité du principal soutien économique de la famille, on constate toutefois des changements intéressants entre les familles propriétaires et non propriétaires. Alors que le taux d'endettement à la consommation des familles propriétaires de leur logement était inférieur à celui des familles non propriétaires en 1999 (26 % c. 33 %), la situation s'inverse en 2012 en raison d'une plus forte augmentation du taux d'endettement à la consommation des propriétaires. Les familles locataires ou hébergées gratuitement affichent de leur côté un taux similaire à celui de 1999 (36 %), alors qu'il atteint 47 % chez les propriétaires. Notons d'ailleurs que le reste du Canada a connu un phénomène semblable au cours de cette période.

### Environ 15 % des familles détiennent des dettes à la consommation représentant plus de 80 % de leurs revenus disponibles

Comme on a pu le constater, les familles québécoises ont accumulé des dettes de consommation équivalant environ à la moitié de leurs revenus disponibles en 2012. Un examen plus détaillé de la distribution des ménages selon le RDCR permet de démontrer qu'une proportion importante de ménages au Québec atteint des niveaux d'endettement plus élevés que ceux de l'ensemble des familles. En 1999, environ 73 % des familles présentaient des ratios d'endettement inférieurs à 40 %, alors qu'il s'agit de 65 % en 2012 (tableau 2). Or, c'est en observant l'évolution de la proportion des ménages affichant un ratio de 80 % et plus que se confirme un recours nettement accru au crédit à la consommation par rapport

## Méthodologie et définitions

Les données de cet article proviennent principalement de l'*Enquête sur la sécurité financière* (ESF). Cette enquête, réalisée en 1999, 2005 et 2012, a été conçue dans le but de produire une évaluation exhaustive du bilan financier des unités familiales du Canada. Les unités familiales comprennent les personnes seules et les familles économiques. Une famille économique comprend un groupe de personnes apparentées, mariées ou unies civilement qui partagent un même logement (Statistique Canada). À noter que le terme « ménage » ou « famille » sera utilisé à des fins d'allègement du texte. La qualité des estimations produites a été déterminée à partir de la méthode d'autoamorçage (*bootstrap* en anglais) pour le calcul de la variance. Les différences significatives ont été évaluées à partir de la méthode des intervalles de confiance à un niveau de confiance de 95 %.

**Dettes de consommation :** Somme des dettes de l'unité familiale comprenant le crédit à la consommation (soldes sur les cartes et marges de crédit, crédit à tempérament), les prêts automobiles, les dettes d'études et les autres dettes.

**Ratio des dettes de consommation sur le revenu disponible (RDCR) :** Rapport des dettes de consommation sur le revenu familial total (revenus du marché et transferts) après impôt.

aux revenus. En 1999, près de 10 % des familles se retrouvaient dans cette situation. Quinze années plus tard, on retrouve 16 % des familles dans cette catégorie.

À quelques exceptions près, cette distribution des familles en fonction de leur ratio d'endettement ne tend pas à varier en fonction des caractéristiques socioéconomiques étudiées. Cependant, notons que les familles déclarant des revenus disponibles de 25 000 \$ et moins semblent particulièrement susceptibles d'atteindre un ratio d'endettement de 80 % et plus, puisqu'environ le quart de celles-ci se retrouvent dans cette catégorie.

## Conclusion

Cet aperçu du taux d'endettement à la consommation des familles québécoises par rapport aux revenus disponibles indique un accroissement important de l'endettement. Par rapport au reste du Canada, on a pu constater que le Québec présente en 2012 un ratio de dettes de consommation sur le revenu disponible (RDCR) comparable, alors qu'il s'établissait auparavant à un niveau plus faible. Lorsque l'on tient compte de certaines

caractéristiques socioéconomiques des familles, il a été possible d'observer que celles déclarant des revenus disponibles de moins de 25 000 \$ sont plus susceptibles de présenter un RDCR élevé. D'autre part, il est intéressant de rappeler que les familles propriétaires de leur logement affichent un RDCR plus élevé que celui des non propriétaires en 2012, alors que la situation contraire prévalait en 1999. La popularisation de la marge de crédit hypothécaire, par définition inaccessible aux locataires, n'est probablement pas étrangère à cette nouvelle donne. Enfin, mentionnons que la proportion de familles détenant un RDCR élevé (80 % et plus) a connu une augmentation significative dans l'ensemble du Québec, celle-ci passant de 10 % à 16 % au cours de la période étudiée.

## Références

- GAUTHIER, Marc-André (2015). « L'endettement des familles québécoises : une comparaison Québec, Ontario, Canada », *Données sociodémographiques en bref*, vol. 19, n° 2, Québec, Institut de la statistique du Québec, février, p. 1-10.

Tableau 1

**Ratio des dettes de consommation sur le revenu disponible chez les unités familiales détenant des dettes de consommation, Québec, reste du Canada, 1999, 2012**

	Québec		Reste du Canada	
	1999	2012	1999	2012
	%			
<b>Groupe d'âge (principal soutien économique)</b>				
Moins de 35 ans	33,9	40,0	37,9	50,2
35 à 44 ans	25,9	41,8	31,7	50,7
45 à 54 ans	27,3	43,2	35,6	47,3
55 à 64 ans	22,2	51,2*	34,7	52,2
65 ans et plus	27,5*	49,6*	28,2	57,6
<b>Revenu disponible (\$ constant 2012)</b>				
Moins de 25 000 \$	48,9	89,3*	101,9*	120,4
25 000 \$ à 49 999 \$	30,8	48,5	38,5	66,8
50 000 \$ à 74 999 \$	25,4	45,1	31,9	48,4
75 000 \$ et plus	23,5	38,6	27,9	44,3
<b>Type d'unité familiale</b>				
Personnes seules	33,2	47,0	43,4	60,1
Couples avec enfants de moins de 18 ans	24,5	45,7	32,0	50,0
Couples sans enfants	27,6	43,3	32,1	46,0
Familles de personnes âgées <sup>1</sup>	29,4*	45,9*	28,1	61,1
Autres familles <sup>2</sup>	30,4	41,4*	37,0	47,1
<b>Plus haut niveau de scolarité atteint (principal soutien économique)</b>				
Sans DES ou équivalent	25,6	41,6	29,8	58,0
Diplôme d'études secondaires (DES)	29,0	44,5	33,6	52,2
Certificat postsecondaire non universitaire	30,1	42,3	33,7	47,6
Certificat, diplôme ou grade universitaire	26,2	46,9	38,7	50,4
<b>Mode d'occupation du logement</b>				
Propriétaires	26,1	47,2	33,4	51,8
Locataires ou hébergés gratuitement	32,5	36,0	37,9	45,2
<b>Total</b>	<b>27,9</b>	<b>44,5</b>	<b>34,5</b>	<b>50,6</b>

\* Coefficient de variation entre 15 % et 25 % ; interpréter avec prudence.

1. Dont le principal soutien économique est âgé de 65 ans et plus.

2. Cette catégorie comprend les couples mariés non âgés vivant avec d'autres personnes apparentées, mais sans enfants, les familles monoparentales et d'autres types de familles non âgées (moins de 65 ans).

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la sécurité financière*, fichier maître, adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Tableau 2

**Proportion d'unités familiales selon le niveau d'endettement à la consommation<sup>1</sup> chez les unités familiales détenant des dettes de consommation, Québec, 1999, 2012**

	1999			2012		
	Moins de 40 %	Entre 40 % et moins de 80 %	80 % et plus	Moins de 40 %	Entre 40 % et moins de 80 %	80 % et plus
	%					
<b>Groupe d'âge (principal soutien économique)</b>						
Moins de 35 ans	62,6	20,0	17,3	66,0	17,8*	16,3*
35 à 44 ans	74,8	18,3	6,9*	63,1	21,4*	15,5**
45 à 54 ans	73,9	18,4	7,7*	63,1	23,6	13,3*
55 à 64 ans	83,4	13,2*	F	61,5	20,4*	18,1*
65 ans et plus	83,6	11,6**	F	71,7	13,4*	14,9*
<b>Revenu disponible (\$ constant 2012)</b>						
Moins de 25 000 \$	56,5	17,8*	25,7	56,6	17,5*	25,9
25 000 \$ à 49 999 \$	72,1	21,1	6,9*	62,8	20,2	17,1*
50 000 \$ à 74 999 \$	81,0	16,9	F	66,5	20,4	13,1*
75 000 \$ et plus	84,8	11,6*	F	71,0	19,7	9,3*
<b>Type d'unité familiale</b>						
Personnes seules	62,8	19,0	18,3	61,7	19,3*	19,0*
Couples avec enfants de moins de 18 ans	76,9	17,7	5,4*	64,2	22,8	13,0*
Couples sans enfants	73,7	19,1	7,3*	61,8	21,1*	17,2*
Familles de personnes âgées <sup>2</sup>	79,6	15,6**	F	72,1	12,1*	15,9*
Autres familles <sup>3</sup>	76,3	15,6*	8,2*	71,1	17,2*	11,7*
<b>Plus haut niveau de scolarité atteint (principal soutien économique)</b>						
Sans DES ou équivalent	81,9	12,5*	5,7*	63,8	20,9*	15,3**
Diplôme d'études secondaires (DES)	72,3	16,8	11,0*	64,4	19,6*	16,0*
Certificat postsecondaire non universitaire	68,6	21,4	10,1*	63,6	22,2	14,2
Certificat, diplôme ou grade universitaire	68,9	19,2	11,9*	66,7	16,2	17,1*
<b>Mode d'occupation du logement</b>						
Propriétaires	77,5	16,7	5,8*	63,2	20,7	16,2
Locataires ou hébergés gratuitement	66,1	19,1	14,8	67,2	18,0	14,9*
<b>Total</b>	<b>72,7</b>	<b>17,7</b>	<b>9,6</b>	<b>64,8</b>	<b>19,6</b>	<b>15,7</b>

\* Coefficient de variation entre 15 % et 25 % ; interpréter avec prudence.

\*\* Coefficient de variation entre 25 % et 33 % ; estimation imprécise, fournie à titre indicatif seulement.

F Donnée peu fiable, ne peut être diffusée.

1. Ratio des dettes de consommation sur le revenu disponible.

2. Dont le principal soutien économique est âgé de 65 ans et plus.

3. Cette catégorie comprend les couples mariés non âgés vivant avec d'autres personnes apparentées, mais sans enfants, les familles monoparentales et d'autres types de familles non âgées (moins de 65 ans).

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la sécurité financière*, fichier maître, adapté par l'Institut de la statistique du Québec.